



ARRETE N°2024 / 017
PORTANT DEROGATION COLLECTIVE A LA REGLE DU REPOS DOMINICAL DES
SALARIES DANS LES COMMERCES DIVERS « CONCESSIONNAIRES AUTOMOBILES »

LA MAIRE DE MILLAU,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2122-27 à L.2122-29,

Vu le Code du Travail, notamment son article L.3132-26, L.3132-27 et R.3132-21,

Vu la consultation des délégations départementales de syndicats de salariés intéressés en application de l'article R.3132-21 du Code du Travail,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 2023 07 DEL 04 en date du 29 novembre 2023 portant avis relatif aux dérogations à la règle du repos dominical pour l'année 2024,

Vu la délibération n°2023DL194 du 21 Décembre 2023 portant avis relatif aux dérogations collectives à la règle du repos dominical des salariés ;

Vu la demande présentée par MOBILIANS Occitanie, tendant à obtenir la dérogation au principe du repos dominical des salariés prévue par l'article L.3136-26 du Code du Travail pour les dimanches de l'année 2024 : 14 janvier 2024, 17 mars 2024, 16 juin 2024, 15 septembre 2024 et 13 octobre 2024 ;

Considérant qu'aucune disposition réglementaire, fondée sur les dispositions de l'article L.3132-9 du code du Travail, n'interdit l'exercice de l'activité commerciale concernée sur le territoire de la commune de Millau pendant les dimanches susvisés pour lesquels la dérogation est sollicitée ;

Considérant le dynamisme et l'animation que ces ouvertures contribuent à apporter au commerce local.

ARRETE

ARTICLE I :

Tous les commerçants, sans exception, établis sur le territoire de la commune de Millau, qui se livrent à titre d'activité exclusive ou principale à la vente au détail dans la branche « commerces divers de concessions automobiles » sont autorisés à employer leurs salariés pendant tout ou partie de la journée, les dimanches de l'année 2024 : 14 janvier, 17 mars, 16 juin, 15 septembre et 13 octobre 2024 ;



17 Avenue de la République
BP 80147 - 12100 Millau
T. 05 65 59 50 00
contact@millau.fr

MILLAU.FR

POP/Autorisation reposdominical/Arrêté 2024/17



ARTICLE II :

Dans le cas où des dispositions conventionnelles ou contractuelles applicables à l'établissement imposent le respect du volontariat des salariés au travail dominical, seuls les salariés volontaires pourront être employés sous couvert de la présente dérogation ayant donné leur accord par écrit à leur employeur.

Les dimanches travaillés qui ont lieu le jour de scrutin national ou local, l'employeur doit prendre toute mesure nécessaire pour permettre aux salariés d'exercer personnellement le droit de vote.

ARTICLE III :

Chacun des salariés privés du repos dominical devra percevoir une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente.

Cette majoration de salaire s'applique sous réserve des dispositions conventionnelles ou contractuelles, d'un usage voire d'une décision unilatérale de l'employeur, plus favorable aux salariés (L3132-27 du Code du travail).

ARTICLE IV :

Chacun des salariés volontaires privés du repos dominical bénéficiera, en contrepartie des heures travaillées le dimanche, d'un repos compensateur d'une durée équivalente, sans préjudice du repos quotidien habituel d'une durée minimale de onze heures consécutives. Ce repos sera accordé à l'ensemble du personnel par roulement ou collectivement dans une période qui n'excédera pas la quinzaine qui précède ou qui suit le(s) dimanche(s) travaillé(s).

Lorsque le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur sera donné le jour de cette fête.

ARTICLE V :

La présente dérogation n'emporte pas autorisation d'employer le dimanche susvisé les apprentis âgés de moins de dix-huit ans.

ARTICLE VI :

Le présent arrêté sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la mairie, et ampliation en sera adressée à Madame la Sous-préfète, à la Direccte ainsi qu'aux demandeurs.

ARTICLE VII : Conformément à l'article R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse à compter de sa publication.

ARTICLE VIII : Monsieur le Directeur Général des Services municipaux, Monsieur le Commandant de la Police Nationale, Monsieur le Responsable de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Millau, le 08 janvier 2024

Emmanuelle GAZEL



Maire de MILLAU

Conseillère Régionale d'Occitanie Pyrénées Méditerranée